

Le PCML présente un candidat aux présidentielles de 1981

Le 18 juin, lors d'un déjeuner de presse, le PCML présentait son candidat pour les élections présidentielles de 1981 : Pierre Bauby, «le candidat contre Giscard, contre la guerre».

«Pierre Bauby, 37 ans, marié, père de quatre enfants, est économiste à EDF et militant syndical.

Il est l'un des dirigeants du PCML, membre du Comité central et du Bureau politique depuis 1975, membre du Secrétariat depuis 1978.

Son activité militante a débuté dans les actions et manifestations contre la guerre d'Algérie, alors qu'il était lycéen. Il milite ensuite activement dans le syndicalisme étudiant (membre du Bureau national de l'Union des grandes écoles de 1964 à 1966, président de l'Association générale des étudiants de Lyon en 1968, président de la Mutuelle nationale des étudiants de France - MNEF - en 1969).

Il adhère au PSU en 1965. Membre du Bureau fédéral du Rhône du PSU en 1967 - 1968, il est candidat aux législatives en juin 1968 contre Louis Joxe (dans la circonscription actuelle de Raymond Barre).

Il est l'un des animateurs d'un courant à l'intérieur du PSU de 1970 à 1972, la Gauche révolutionnaire, courant qui lutte contre l'orientation de plus en plus ouvertement social-démocrate de Michel Rocard.

Responsable de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) de 1972 à 1974, il contribue à ce que ses militants rejoignent le Parti communiste marxiste-léniniste en 1974.

Pierre Bauby travaille à EDF depuis 1969 et y milite activement sur le plan syndical ; il est membre du bureau de son syndicat.

Il est co-auteur d'un livre : *Dix syndicalistes en Chine*, compte rendu d'un voyage de syndicalistes d'EDF qu'il a conduit en 1977 (paru aux Editions du centenaire).

Le PCML axera donc sa campagne «contre Giscard, contre la guerre» :

«Les masses populaires de notre pays sont confrontées aux attaques tous azimuts du pouvoir

et du patronat. En même temps, elles ont à faire face à la montée des dangers de guerre. La classe ouvrière est la force principale du combat contre ces attaques et ces menaces et elle a besoin d'une stratégie permettant de transformer cette réalité. Déjà, pour pouvoir mettre en échec les graves attaques contre la santé, le droit de grève et les libertés démocratiques, le droit au travail, les travailleurs immigrés, le pouvoir d'achat, la classe ouvrière a besoin de reconstruire son unité. C'est un élément fondamental pour progresser dans la voie de la révolution. Cette unité est aussi un facteur décisif pour réaliser l'unité ouvrière et paysans, entre ouvriers et employés et les autres couches populaires.

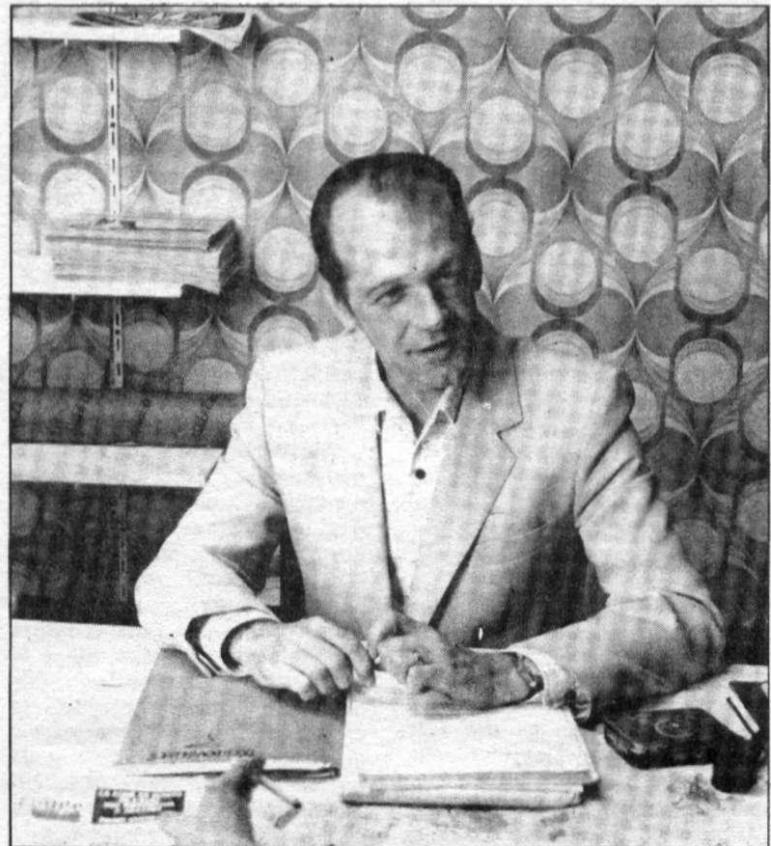
De même, il est de l'intérêt des travailleurs que se réalise l'unité d'action de toutes les forces politiques et syndicales opposées à la politique réactionnaire du pouvoir, et également sur le plan international face aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances.

La défense de la paix, la lutte contre la guerre, font partie au même titre de la défense des intérêts des travailleurs. La guerre est inévitable du fait de l'existence même de l'impérialisme : c'est la rivalité des deux superpuissances qui engendre la guerre. Néanmoins, il est possible de la retarder.»

Le PCML précise :

«Les élections présidentielles de 1981 peuvent-elles contribuer à des changements décisifs ? Nous ne le pensons pas ; des changements radicaux pour la classe ouvrière ne sont jamais sortis des urnes.

Néanmoins à cette occasion, nous souhaitons que notre candidat se fasse le porte-parole des luttes des ouvriers, des petits paysans, des employés, de tous les travailleurs de notre pays. Nous souhaitons qu'il soit aussi le porte-parole de leurs espoirs, de leurs aspirations à une société sans exploitation de l'homme par l'homme, sans oppression des peuples. Notre candidat, au cours de sa campagne, exposera les grands axes de la société socialiste pour laquelle nous militons.»



Giscard et l'élargissement de la CEE

Mais à quoi joue-t-il ?

L'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal est-il renvoyé — comme on l'a dit avec humour — aux calendes... grecques ?

C'est ce qu'a pu laisser croire une petite phrase lâchée par Giscard en écho aux difficultés rencontrées par les Neuf devant le refus britannique de payer sa quote-part de financement de la politique agricole commune.

«Afin de ne pas cumuler les problèmes, a-t-il déclaré, il convient que la communauté s'attache par priorité à parachever le premier élar-

gisement, avant d'être en état d'en entreprendre un deuxième».

Dans ce discours, prononcé devant les chambres d'agriculture, que l'on sait inquiètes de la concurrence méditerranéenne et donc toujours susceptibles de prêter l'oreille aux discours protectionnistes du RPR et du PCF, on cherchait vainement l'annonce de mesures concrètes destinées à sauvegarder l'avenir des petits producteurs et qui devaient être un préalable à l'élargissement du Marché commun. Il ne s'en dégage pas moins une forte odeur électoraliste qui a été flairée sans peine, même par dessus la barrière pyrénéenne.

Le calendrier des négociations tel qu'il est proposé par l'Espagne mais sans engagement formel de la CEE prévoit la publication de la «position d'ensemble» (1) pour juillet 1980, la signature du traité début 1981, sa ratification par les divers parlements dans le courant de 1982 et l'entrée effective des deux pays le 1^{er} janvier 1983, avec une période de transition qui pourrait durer une dizaine d'années avant que les barrières douanières soient intégralement supprimées.

Or, les difficultés soulevées par la Grande Bretagne ont conduit la France et la RFA à souhaiter une révision importante de la politique budgétaire et de la politique agricole commune, travail délicat qui pourrait durer deux ans, terme de l'accord passé par Madame Thatcher.

Mais les deux points en question sont aussi les plus sensibles de la négociation avec Madrid. Effectivement, il sera donc difficile de régler complètement la question des adhésions espagnole et portugaise avant de s'être mis d'accord sur les problèmes soulevés par l'attitude britannique. Mais Giscard qui déclarait hier à Madrid que l'élargissement était «conforme à la nature des choses et à l'intérêt de l'Europe» est allé plus loin en menaçant implicitement de faire de la réforme interne des neuf un véritable préalable. S'il en était ainsi, l'intégration pourrait être retardée d'au moins un an selon un fonctionnaire européen. Mais au pire c'est la négociation qui pourrait être reportée à une échéance indéfinie, au-delà en tout cas des élections présidentielles.

DECEPTIONS ESPAGNOLES

On ne s'étonnera donc pas de la vive réaction que Giscard a provoquée en Espagne : à peine avait-il fait éclater son pétard, qu'il devait essuyer un feu nourri de la presse et de la classe politique espagnole. L'UCD, parti gouvernemental, parle de légèreté de «démagogie» et d'«opportunisme politique», il reproche à Giscard de réduire la CEE à un «marché de fruits et légumes». Quant au parti socialiste il l'accuse de vouloir résoudre des problèmes économiques français par «une attitude injuste et discriminatoire à l'égard de l'économie espagnole».

Ce que Giscard met en jeu, c'est en effet un aspect important du consensus sur lequel repose la jeune démocratie espagnole, dont toutes les composantes identifient «entrée dans l'Europe» et «consolidation des libertés acquises». Sans parler des transformations économiques fondamentales qu'elles espèrent



Juin 1978 : à Madrid, Giscard déclare : «Nous sommes en faveur de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Je ne sais pas pourquoi les Espagnols ont une autre impression». Ci-dessus, avec Suarez, président du gouvernement espagnol.

de l'ouverture à un marché de 300 millions d'habitants.

Pendant toute la période fasciste, il semblait aux espagnols que seul Franco empêchait l'adhésion de leur pays au Marché Commun. En paraissant la soumettre aux aléas d'intérêts électoraux ou économiques immédiats Giscard ternit un peu plus à leurs yeux l'image de la démocratie à l'occidentale, il alimente la déception massivement ressentie par eux face aux résultats du processus démocratique. «Ce qu'on appelle Marché commun, lit-on, dans un grand quotidien madrilène, est devenu un cliché. Face à la crise (...) chacun défend ses intérêts nationaux au sein de la communauté».

Quoiqu'il en soit, il est difficile de savoir aujourd'hui jusqu'à quel point Giscard est décidé à mettre sa menace à exécution.

Le conseil européen de Venise s'est écoulé sans qu'il en soit dit mot, ce qui a permis au gouvernement espagnol de se targuer «d'avoir mis un coup de frein au coup d'arrêt».

Il est possible cependant que mis à part les effets électoraux, Giscard ait voulu marquer des positions dures afin d'arracher de meilleurs conditions budgétaires au moment de l'adhésion. Il faut le rappeler, pour la première fois en 1981, la France devra — en raison du compromis passé avec les Britanniques — payer plus qu'elle ne reçoit au titre de la contribution au budget de la CEE.

Réponse à travers les montagnes du berger espagnol à la bergère française, le ministre des

Affaires étrangères de Suarez, Marcelino Oreja, choisit ce moment pour faire connaître sa décision de postuler l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN en 1981. Mais, précise-t-il, «une attitude européenne non solidaire envers l'Espagne ne permettrait pas la présence de notre pays dans l'organisation défensive occidentale». Une telle position doit être comprise comme une pression sur les plus atlantistes des Européens pour obtenir un appui face aux incertitudes giscardiennes. Par ailleurs, le ministre saisit l'occasion pour réveiller tout un contentieux sur les accords de pêche dans les eaux basques du Golfe de Gascogne, sur la répression jugée insuffisante des activités de l'ETA en France.

Devant ce brusque refroidissement des relations franco-espagnoles, Raymond Barre fera en juillet le voyage de Madrid. Sans doute s'efforcera-t-il de rassurer : l'ouverture de la CEE reste une position de fond de tous les pays d'Europe occidentale, France y compris. Mais, au-delà des gouvernants, les Espagnols auraient eu la perception d'un président français qui les utilise à des fins grossièrement électoralistes, d'une Europe où les intérêts d'impérialismes concurrents se négocient pied à pied et sur leur dos. La suffisance qu'on connaît à notre premier ministre ne l'aidera pas à effacer cette impression justifiée.

Frédéric FERRER

(1) Position d'ensemble : résumé des positions en présence servant de base à la négociation.